



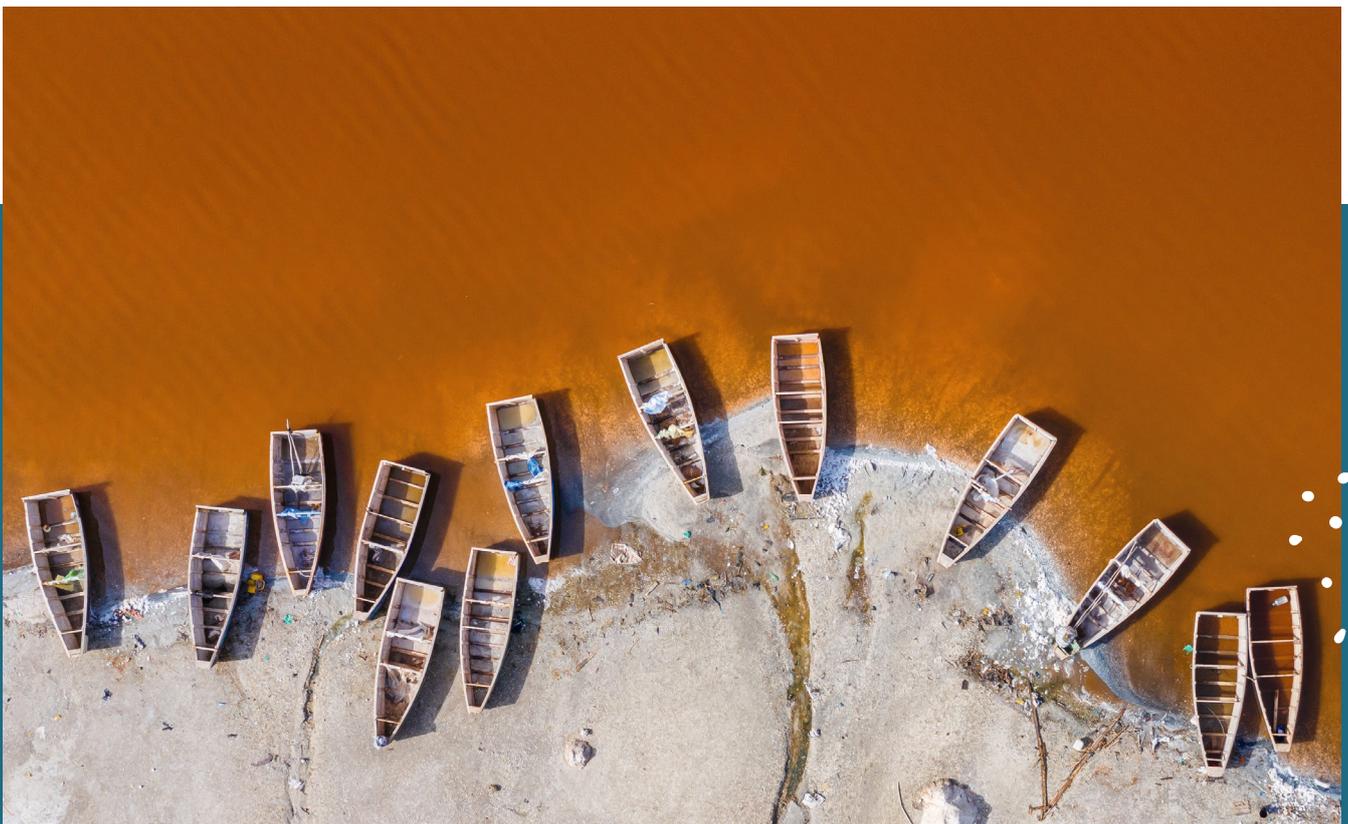
Engagement et influences de la diaspora dans son pays d'origine : le cas du Sénégal

Par Dr. Samuel Lietaer

**Chercheur en migration environnementale
(ULB, UNU-CRIS)**

Par Dr. Alassane Beye

**Enseignant-chercheur spécialisé en sociologie
électorale à l'UGB de Saint-Louis (Sénégal)**



ANALYSE DE LA FUCID 2022 | 06

Retrouvez toutes nos analyses et études
sur notre site Internet !
<https://www.fucid.be/analyses-etudes/>

FUCID ASBL | Rue de Bruxelles 61, 5000 Namur
info@fucid-unamur.be | 081/72.50.88
Numéro d'entreprise : BE0416.934.803
Compte en banque : BE45 0013 1728 8389



Avec le soutien de la
FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

À travers ses analyses et études en éducation permanente, la FUCID ouvre un espace de réflexion collective entre les militant·e·s du monde associatif, les citoyen·ne·s du Nord et du Sud et des enseignant·e·s / chercheur·se·s. En multipliant les regards et les angles d'approche sur les questions de société liées à la solidarité mondiale, la FUCID propose de renforcer, au sein de l'enseignement supérieur, la valorisation d'alternatives aux systèmes de pensée dominants.

Engagement et influences de la diaspora dans son pays d'origine : le cas du Sénégal

Par Dr. Samuel Lietaer

Chercheur en migration environnementale (ULB, UNU-CRIS)

Par Dr. Alassane Beye

Enseignant-chercheur spécialisé en sociologie électorale à l'UGB de Saint-Louis (Sénégal)

Les changements environnementaux, y compris climatiques, impactent fortement les pays d'Afrique de l'Ouest. Et leurs conséquences sur les populations ne devraient pas être dépolitisées. En effet, les rapports de pouvoirs influencent fortement les capacités d'adaptation des communautés affectées, notamment au Sénégal. Les relations sociales des Sénégalais sont aussi perturbées par plus d'un demi-siècle de mondialisation. Parmi ces chan-

gements sociaux et environnementaux, les mobilités humaines jouent un rôle crucial. Quel est le rôle de la migration dans les (modifications de) relations de pouvoirs et la résilience sociale face aux changements climatiques ? Le cas de villages sahéliens au nord du Sénégal et leurs relations avec les membres issus de « leur diaspora » en Belgique¹ nous offrent une piste de réponse.

Le migrant international, un acteur de développement utile face au dérèglement climatique

Depuis la fin des années 1960, le Sénégal a connu des vagues de crises économiques et de sécheresses liées aux dérèglements climatiques. Dans un contexte de quasi-absence de l'État dans la région du Fouta-Toro², située dans la moyenne-vallée du fleuve Sénégal au nord du pays, à la frontière mauritanienne, des pertes économiques très importantes sont induites par des perturbations climatiques. Celles-ci causent notamment des dégradations lentes des terres agricoles, encore aggravées par de nouvelles pratiques agricoles non durables, telles que l'usage d'intrants chimiques. Cela a, dans l'ensemble, accru la pauvreté. Les opportunités d'emploi sont rares. Les jeunes quittent alors leurs villages pour rejoindre les pôles urbains, régionaux d'abord et internationaux, ensuite³. Les conséquences se manifestent donc notamment par une émigration importante (Blundo, 1995 ; Dia, 2015).

Les peuples du nord du Sénégal ont toujours été fort mobiles, notamment pour accompagner leurs troupeaux. Cependant, les migrants internationaux d'origine Haalpulaar ont quitté plus massivement leur région pour l'Europe, surtout lors des périodes des grandes sécheresses (1968-1974). En prenant une définition large de la diaspora sénégalaise, l'on peut donc estimer qu'elle représente entre 1/10ème et 1/20ème de la population du pays. Si la majorité se trouve

#1 La définition des membres de « la diaspora » est plus large que la définition classique du migrant international, car elle comprend aussi les enfants d'émigrés (seconde ou troisième génération). Deux caractéristiques principales des diasporas sont (a) qu'il s'agit d'une population transnationale ou déterritorialisée ; et (b) qu'elles ont des liens avec leur pays d'origine par le biais d'intérêts familiaux, économiques et politiques (Cohen, 2008).

#2 La région du Fouta-Toro est une zone historiquement et majoritairement peuplée par la communauté ethnique des Haapulaa- ren, parfois aussi appelée Toucouleurs ou Peulhs.

#3 À leur tour, ces migrations affectent la disponibilité de forces vives dans les villages ruraux pour cultiver les terres.

dans un des pays de la sous-région africaine, près de 85 % des migrants sénégalais vivant hors d’Afrique sont en Europe (principalement en France, en Italie et en Espagne). La Belgique est un pays de destination de plus en plus populaire depuis une trentaine d’années : la diaspora sénégalaise y est actuellement estimée à environ 15.000 personnes⁴.

Cette diaspora occupe depuis longtemps une place centrale dans les ambitions politiques des pouvoirs publics sénégalais (Salzbrunn, 2009 ; Bredeloup, 2014) qui ont intégré à partir des années 1980 les intérêts et apports des « Sénégalais de l’extérieur » ou des « diasporas » dans diverses institutions étatiques œuvrant pour « le développement »⁵, ainsi que dans la gestion des questions migratoires. Ainsi, plusieurs présidents sénégalais ont qualifié « leur » diaspora comme une région à part entière, attestant de sa place symbolique dans les représentations politiques. Pourquoi cet intérêt politique envers la diaspora ?

1. Des ressources issues de la rente migratoire...

Une première raison est la contribution des Sénégalais établis à l’étranger en termes économiques et de (son potentiel de) développement : les envois d’argent vers leurs villages d’origine représentent plus d’un tiers du budget de l’État et près de deux fois l’aide au développement accordée au Sénégal⁶.

De nombreuses familles dépendent de ces envois réguliers. Ils constituent ainsi un maillon incontournable dans la sécurité alimentaire familiale, extrêmement vulnérable aux aléas environnementaux. Si la plupart des investissements économiques sont, au départ, cantonnés à la sphère familiale, leurs effets peuvent servir plus largement à la communauté : par exemple par l’installation d’unités de transformation de produits agricoles et de petites et moyennes entreprises dans différents secteurs (agricoles, transports, boutiques, quincailleries...). L’esprit et les initiatives d’entrepreneuriat étant de plus en plus fortement valorisés, tant par les discours du gouvernement que par les membres villageois, ceux-ci construisent aussi l’image du « migrant agent de développement », contribuant à lutter contre

l’exode rural et la migration dite clandestine (Liettaer & Durand-Delacré, 2021).

...et utiles à l’adaptation aux dérèglements climatiques

Si la grande majorité des Sénégalais ne s’identifie pas comme « migrants climatiques », ils sont néanmoins conscients des impacts positifs qu’ils peuvent jouer sur les conditions de vie de leurs proches restés dans leur région d’origine. Car, pour pouvoir s’adapter aux changements socio-environnementaux, il faut des ressources, des « capitaux ». La migration permet au migrant d’augmenter potentiellement son capital économique, social, culturel et politique (Bourdieu, 1972). Le seul fait d’avoir émigré lui confère un statut social. Il peut également offrir un certain accès à des ressources (rares) au sein même du pays ou en dehors : dans de nombreuses localités du Fouta-Toro, les membres de la diaspora font des dons de matériels de santé (ambulances, médicaments, appareils médicaux, etc.) et scolaires (fournitures, bus, ordinateurs) et ont contribué à construire des forages, des écoles et des mosquées en allant frapper aux portes des ministères et des partenaires de la coopération du codéveloppement.

Si la grande majorité des Sénégalais ne s’identifie pas comme « migrants climatiques », ils sont néanmoins conscients des impacts positifs qu’ils peuvent jouer sur les conditions de vie de leurs proches restés dans leur région d’origine.

Ces initiatives collectives contribuent, dans une certaine mesure, à des transformations sociales et économiques des sociétés de départ. Dans les représentations sociales, elles ont façonné

#4 L’attrait pour ce petit pays s’explique notamment par le fait qu’il est également francophone et qu’il est considéré comme étant moins « saturé » (économiquement - plus d’opportunités - et socialement - moins de Sénégalais) que la France.

#5 Dans les secteurs marchands et non-marchands, comme le programme d’accès universel aux soins de santé publique.

#6 Ces envois représentaient 10,7 % du PIB en 2020 (PNUD, 2021). Ils ont contribué à une réduction de 30 pour cent de la pauvreté au Sénégal (Diagne & Diane, 2008).

la figure de réussite du migrant, non seulement comme un acteur économique, mais aussi comme un agent de développement local.

2. L'instrumentalisation politique de la diaspora

Une deuxième raison pour l'intérêt des politiciens et partis politiques sénégalais envers la diaspora est plus insidieuse : la possibilité de l'instrumentaliser.

Face à la désillusion des populations envers la politique et les pouvoirs publics au Sénégal, les mouvements associatifs diasporiques apparaissent comme une alternative proche des préoccupations quotidiennes des citoyens. Concrètement, lorsque des élections politiques se profilent à l'horizon au Sénégal, la Belgique fait, depuis les années 2000, partie des pays incontournables à visiter. Pourquoi ?

Parce que les injonctions de vote lors d'élections législatives et locales de la part des migrants internationaux ont un impact significatif sur les résultats de celles-ci (Smith, 2015)⁷. Ainsi, lors de leurs campagnes électorales à l'étranger, les leaders politiques candidats aux élections sénégalaises demandent des services aux migrants engagés dans leurs communautés (dont certains se sont déjà ouvertement engagés politiquement). Il s'agit d'organiser des réunions, des conférences et débats qui sont diffusés sur les réseaux ou financer leur campagne. Ils prennent alors des rôles de « leaders » ou « animateurs »

Face à la désillusion des populations envers la politique et les pouvoirs publics au Sénégal, les mouvements associatifs diasporiques apparaissent comme une alternative proche des préoccupations quotidiennes des citoyens.

du parti présidentiel (APR), notamment au Fouta-Toro. En guise de remerciements ou monnaie d'échange, il arrive que des leaders politiques en tournée proposent de répondre aux doléances de ces migrants engagés à destination de leurs villages d'origine, mais ils peuvent aussi leur offrir des postes politiques⁸. Celui-ci acceptera généralement la proposition d'un mandat politique, d'autant plus s'il est arrivé à l'âge de la retraite, âge respectable dans les sociétés gérontocratiques du Sénégal (Lietaer, 2021a).

On peut comprendre que le contrôle des associations diasporiques dans le pays d'accueil devient un enjeu politique important. Des associations comme le Sénébel (Association des Sénégalais de Bruxelles et de ses environs) peuvent se retrouver instrumentalisées par certains leaders politiques qui désirent utiliser leurs réseaux de communications. La vie associative de la diaspora sénégalaise en Europe et en Belgique est ainsi marquée par des clivages selon l'appartenance (sous-)ethnique et les affinités politiques (Lietaer, 2021a).

Des relations de pouvoirs transformées

Les pratiques des migrants transforment graduellement les relations de pouvoirs au sein des familles et des communautés locales. On peut, par exemple, observer de nombreuses ascensions sociales de personnes issues de classes sociales inférieures (par exemple, un descendant de la caste des anciens captifs/esclaves), qui sont rendues possibles grâce à l'émigration. L'engagement de ce type de migrant pour son village lui confère le droit, la légitimité de partici-

per, malgré la distance, à toutes les discussions et décisions majeures de la communauté. Il peut gagner la confiance des populations, par sa

^{#7} La diaspora sénégalaise a donc souvent joué un rôle d'influenceur bien avant qu'elle n'acquière le droit de vote à la fin des années 90.

^{#8} Par exemple, 40 % des collectivités locales du département de Matam seront remportées par des listes dirigées par des migrants de retour (Sano, 2020).

capacité à poser des actes concrets et réaliser des projets à haute valeur symbolique (postes de santé, forages, mosquées) dans son village⁹.

S'il a des ambitions politiques, il pourra dès lors en profiter, voire instrumentaliser son capital social dans l'arène politique locale, en jouant sur un sentiment de redevabilité des villageois-électeurs. Ainsi, une invitation au retour par un leader ou parti politique, par le biais d'un mandat politique, est de plus en plus fréquente. Et ce malgré les normes traditionnelles qui s'opposeraient à un leader politique issu d'une caste inférieure.

L'impact des valeurs (environnementales) portées par la diaspora au sein des sociétés de départ

Les choix d'initiatives collectives et d'entreprises privées des migrants à destination de leur pays d'origine influenceront les trajectoires de développement de leur communauté d'origine à diverses échelles. Certaines valeurs et bonnes pratiques observées dans le pays d'accueil (en France ou en Belgique, par exemple) sont transposées dans le village d'origine. Certains (rares) migrants ont initié des projets familiaux d'agroforesterie et de permaculture. Au niveau villageois, les projets collectifs écologiques, comme le reboisement et la gestion de déchets, se font généralement en partenariat avec une ONG. C'est comme cela qu'un village (Lidoubé) a pu instaurer un système d'assainissement exemplaire. Ce village jouit ainsi d'une certaine notoriété régionale, ce qui a aussi un effet positif sur la perception des (potentiels) migrants de retour.

Les choix d'initiatives collectives et d'entreprises privées des migrants à destination de leur pays d'origine influenceront les trajectoires de développement de leur communauté d'origine à diverses échelles.

Il est toutefois difficile d'établir un lien direct entre le fait d'avoir émigré et le changement de perceptions concernant le dérèglement climatique.

Par exemple, les liens entre la cause (les gaz à effet de serre) et les effets du changement climatique ne sont pas toujours mieux compris par les membres de la diaspora. Cependant, les migrants engagés, qui fréquentent régulièrement des bailleurs de fonds et partenaires (potentiels) de développement, sont davantage familiarisés avec les notions de dérèglement climatique.

Les stratégies d'adaptation¹⁰ requises pour faire face à ces effets négatifs sur le quotidien des villageois restés au Sénégal sont échangées de manière transnationale. Les points de vue des migrants sont alors confrontés à ceux des villageois, notamment à travers des débats au sein leurs associations de développement villageois¹¹. En revanche, ce sont les membres de la diaspora qui forment un levier important pour l'accès aux ressources pour déployer concrètement ces stratégies d'adaptation. L'expression de « la main qui donne est au-dessus de celle qui reçoit » n'est donc pas seulement applicable dans le cadre de la coopération au développement classique...

Nouvelles dynamiques de pouvoir : Une aide à double-tranchant ?

L'on observe malheureusement plusieurs effets négatifs causés par des initiatives des membres de la diaspora sur la communauté d'origine. Par exemple : des risques d'appropriation et d'instrumentalisation des ressources extérieures à des fins individuelles. De nombreux villageois fustigent souvent le profilage politique des personnes qui mobilisent des partenaires de développement. Derrière leurs engagements se cachent souvent une volonté de reconnaissance sociale et un désir d'engagement politique partisan. Les interventions extérieures au village d'origine (de développement et/ou d'adaptation)

#9 Ces pratiques nécessitent une connexion importante avec des personnes restées au Sénégal, via les réseaux sociaux, et souvent aussi par des allers-retours réguliers.

#10 Cette notion abstraite de stratégies d'adaptation n'est pas utilisée dans le langage courant.

#11 Quasiment chaque village de la moyenne-vallée du fleuve Sénégal possède son association de développement villageois (ADV). Il y a des sections de l'ADV partout dans le monde où se trouve un nombre critique de ressortissants de ce village, qui cotisent aux divers projets de développement du village d'origine.

sont donc sujettes à l'accaparement des élites¹². Et y compris des nouvelles élites issues de l'émigration et de la diaspora, qui ont parfois leur propre agenda. Ces élites ne visent pas toujours à répondre aux besoins des groupes socio-économiques défavorisés et des personnes les plus vulnérables aux chocs et aux stress climatiques (Lietaer, 2021a).

Certaines de leurs initiatives de développement communautaire ne sont pas non plus prises en concertation avec les autorités locales. Des tensions socio-politiques posent parfois des problèmes pour la reconnaissance officielle par les administrations de nouvelles infrastructures (écoles, dispensaires de santé...). Ces différends peuvent dégénérer en conflits violents, surtout

Conclusion

Les conditions de vie très difficiles des populations de la région du Fouta-Toro sont fortement influencées par le changement climatique et la mondialisation. Elles ont entraîné une perte de légitimité des élites au pouvoir et de dépérissement du rôle des services administratifs en milieu rural. En revanche, l'engagement et l'investissement des membres de ces communautés vivant à l'étranger sont vitaux pour l'épanouissement des populations. Mais ces pratiques maintiennent ainsi une forme de dépendance à la migration internationale pour leurs moyens de subsistance.

Des migrants internationaux ayant acquis un certain statut social peuvent améliorer les capacités d'adaptation aux changements socio-environnementaux des populations restées au pays : outre leurs transferts d'argent, c'est aussi grâce à leurs valeurs et leurs relations avec des acteurs de développement qu'ils arrivent à peser sur des décisions collectives – politiques – qui améliorent les conditions de vie au village. Puisque « l'adaptation » est, comme « le développement », une problématique éminemment politique (Taylor, 2015), le rôle de leviers politiques que peuvent jouer des migrants engagés – même issus des castes inférieures – est très important.

Ces migrants semblent parfois déconnectés de réalités locales, malgré l'usage des réseaux sociaux

lorsque les enjeux politiques sont importants, notamment en amont d'élections locales ou nationales¹³.

Finalement, certains migrants optent pour des initiatives inadaptées aux conditions et réalités socio-environnementales de leur région d'origine (par exemple, des constructions en ciment qui surchauffent). Ces migrants semblent parfois déconnectés de réalités locales, malgré l'usage des réseaux sociaux (Lietaer, 2021a).

Les États européens ont tendance à essayer de contrôler et prévenir l'immigration par les politiques de coopération au développement¹⁴. Pourtant, si la migration internationale permet aux communautés affectées par le dérèglement climatique de mettre en place des pratiques d'adaptation, ne devrait-elle alors pas être encouragée et intégrée dans les politiques d'adaptation, tant du pays de départ que du pays de destination ? L'enjeu des pays d'accueil ne serait-il dès lors pas de faire en sorte que les conditions socio-économiques des migrants sur leur territoire soient les meilleures possibles ? En revanche, si de solides projets de co-développement (entre associations de migrants et partenaires de développement) restent a priori nécessaires, l'enjeu des relations de pouvoirs ne devrait pas être oublié dans leurs conceptions (Lietaer, 2021b).

#12 C'est un problème de longue date dans le domaine du développement qui consiste à ce que des personnes puissantes s'approprient des fonds, ce qui se traduit par des interventions qui renforcent les relations de pouvoir existantes (Artur et Hilhorst, 2012 ; Kita, 2019).

#13 Ces projets collectifs sont souvent suivis d'échec lorsque les initiateurs n'appartiennent pas au même groupe social (un « casté », ou « maccudo »/ancien captif ou esclave, d'appartenance sociale inférieure,) que les chefs de villages (autorités traditionnelles) et/ou que les autorités politiques « modernes » (par exemple, le maire).

#14 Par exemple en liant le financement de projets de coopération à des programmes de réadmission des « immigrants irréguliers ».

Bibliographie

- Artur, L. & Hilhorst, D. (2012), "Everyday realities of climate change adaptation in Mozambique", *Global Environmental Change*, 22 (2) (2012), pp. 529-536, [10.1016/j.gloenvcha.2011.11.013](https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2011.11.013)
- Blundo, G. (1995), « Les courtiers du développement en milieu rural sénégalais », *Cahiers d'études africaines*, vol. 35, n°137. La démocratie déclinée. p. 73-99; doi: 10.3406/cea.1995.2024, http://www.persee.fr/doc/cea_0008-0055_1995_num_35_137_2024
- Bouchard, P. (2006), « Théorie de l'action et parcours de vie », *Nouvelles perspectives en sciences sociales: revue internationale de systémique complexe et d'études relationnelles*, vol. 1, n° 2, 2006, p. 67-114. URI: <http://id.erudit.org/iderudit/602471ar>, DOI: 10.7202/602471ar.
- Bourdieu, P. (1972), « Esquisse d'une théorie de la pratique », In : Bourdieu, P. (Dir.), *Esquisse d'une théorie de la pratique. Précédé de « Trois études d'ethnologie kabyle »*, Librairie Droz, Genève, 1972, pp. 157-243.
- Bredeloup, S. (2014), *Migrations d'aventures : terrains africains*, Paris, Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques.
- Cohen, R. (2008). *Global diasporas: An introduction*, London: Routledge.
- Dia, H. (2015), *Trajectoires et pratiques migratoires des Haalpulaaren du Sénégal. Socio-anthropologie d'un «village multi-situé»*, Paris, L'Harmattan, coll. « Connaissances des hommes », 2015, 397 p.
- Diagne, Y. & Diane, F. (2008), *Impact des transferts des migrants sur la pauvreté au Sénégal. Document d'Etude N.7, DPEE, Ministère de l'économie et des finances.*
- Kita, S.M. (2019), "Barriers or enablers? Chiefs, elite capture, disasters, and resettlement in rural Malawi", *Disasters*, 43 (1) (2019), pp. 135-156, <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/disa.12295>
- Lietaer, S. (2021a), "Des migrants 'agents adaptatifs' pour leur communauté d'origine ? Analyse translocale des transferts politiques dans un contexte de changements socio-environnementaux. Le cas des Haalpulaaren du Sénégal en Belgique", *Thèse de Doctorat, IGEAT, Université Libre de Bruxelles*. DOI: [10.5281/zenodo.5775629](https://doi.org/10.5281/zenodo.5775629)
- Lietaer, S. (2021b), "Environmental migration: The connections between northern Senegal and Belgium", *MIGRADAPT-project*, <https://doi.org/10.5281/zenodo.5777654>
- Lietaer, S. & Durand-Delacre, D. (2021), "Situating 'migration as adaptation' discourse and appraising its relevance to Senegal's development sector", *Environmental Science and Policy*, Volume 126, December 2021, 11-21. <https://doi.org/10.1016/j.envsci.2021.09.008>
- Salzbrunn, M. (2009), "Glocal migration and transnational politics: the case of Senegal". *Work-ing Paper 8. Center for Global Studies, Project on Global Migration and Transnational Politics*. Arlington, Virginia: George Mason University.

- Sano, A.K. (2020), « Du mécénat à l'arène politique : engagements des migrants de Matam dans les collectivités locales d'origine », Thèse de Doctorat, GERME, Université Gaston Berger, Saint-Louis, Sénégal.
- Tandian, A. (2017). Participation politique des émigrés sénégalais au pays d'origine : historicité d'un transnationalisme politique. *Outre-Terre*, 53, 83-95. <https://doi.org/10.3917/oute1.053.0083>
- UNDP (United Nations Development Programme) (2021), Human development reports. Accessible en ligne : <http://hdr.undp.org/en/countries>